

## **Contribution de la LXXIIIe COSAC**

**Varsovie, 8-10 juin 2025**

### **Sécurité**

- 1) La COSAC souligne la nécessité pour l'Europe de prendre davantage la responsabilité de sa propre sécurité et de renforcer le potentiel de défense européen en pleine complémentarité avec l'OTAN et conformément aux principes directeurs convenus, de combler les lacunes critiques et de construire une base industrielle européenne solide dans le secteur de la défense, en tenant compte des intérêts de défense et des politiques de tous les États membres.
- 2) La COSAC souligne que, compte tenu de l'évolution dynamique de la situation géopolitique, la coopération transatlantique avec l'OTAN demeure un pilier de la sécurité de l'Europe intégrée. La COSAC encourage la coopération entre l'UE et l'OTAN en faveur de la sécurité et de la stabilité dans la région euro-atlantique. La COSAC réitère que l'Europe doit faire les efforts nécessaires pour assumer une plus grande responsabilité de sa propre défense et assurer un partage transatlantique plus équitable des charges.
- 3) La COSAC appelle à une augmentation des investissements dans la défense et souligne l'importance pour les États membres de garantir et de renforcer leurs investissements actuels et futurs dans les capacités militaires, dans le cadre de leur engagement en faveur de la sécurité européenne et transatlantique, en cohérence avec les objectifs de capacité de l'OTAN.
- 4) La COSAC salue les activités de la Commission européenne en matière de renforcement de la défense et de la base industrielle et technologique de défense européenne, y compris la mise en place du programme ReArm Europe et l'élaboration du Livre blanc pour une défense européenne - Préparation à l'horizon 2030. La coopération de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense s'exercera dans le plein respect des politiques de sécurité et de défense et des compétences des États membres, conformément aux traités. La COSAC souligne que toute décision relative à la coopération de l'UE avec un pays tiers prendra en compte les intérêts existentiels de tous les États membres, de leurs droits souverains et de leur intégrité territoriale.
- 5) La COSAC prend acte des discussions en cours concernant la base juridique de l'instrument proposé Action de sécurité pour l'Europe (SAFE) et souligne l'importance d'assurer le plein respect de l'équilibre institutionnel ainsi que du rôle du Parlement européen dans les grandes initiatives législatives.
- 6) La COSAC considère que la protection des frontières terrestres, aériennes et maritimes de l'UE contribue à renforcer la sécurité de l'UE dans son ensemble. La COSAC souligne l'importance d'assurer la sécurité des régions les plus exposées aux menaces directes venant de la Russie et de la Biélorussie, et, dans cette optique, se félicite de la

reconnaissance, entre autres du Bouclier oriental et de la Ligne de défense balte en tant que projets phares de l'UE pour dissuader et surmonter les menaces potentielles venant de l'Est. Elle souligne la nécessité de protéger efficacement les frontières extérieures de l'UE, dans le respect des règles du droit de l'Union et du droit international.

- 7) La COSAC se félicite de la communication conjointe de la Commission européenne et du Haut Représentant sur le renforcement de la sécurité dans la région de la mer Noire et attend avec intérêt la mise en œuvre de l'approche stratégique de l'UE pour cette région.
- 8) La COSAC attire particulièrement l'attention sur la nécessité de renforcer la sécurité à la frontière sud de l'Europe, menacée par le terrorisme, la criminalité organisée et l'afflux massif de migrants.
- 9) La COSAC souligne l'importance d'accroître et de mieux coordonner les efforts pour renforcer la résilience des infrastructures critiques, en particulier dans le domaine de l'énergie et des télécommunications, y compris les câbles sous-marins. Dans ce contexte, la COSAC souligne l'importance de la collaboration entre plusieurs États membres pour sécuriser les réseaux de câbles sous-marins, notamment par la mise en œuvre conjointe de mesures de résilience applicables aux infrastructures critiques transfrontalières. La COSAC souligne également la nécessité de protéger tous les secteurs classés comme « zones à risque ». Par ailleurs, la COSAC insiste sur l'importance d'instaurer entre les États membres des mécanismes de partage des renseignements sur les menaces en temps réel, afin de renforcer la détection précoce et la gestion proactive des risques pesant sur les câbles sous-marins et autres infrastructures critiques. Elle recommande également l'utilisation d'outils de détection d'anomalies basés sur l'IA pour renforcer les capacités des systèmes d'alerte précoce et soutenir une réponse proactive aux incidents.
- 10) La COSAC appelle à intensifier les efforts pour contrer les menaces hybrides, y compris les menaces sur les infrastructures critiques, la manipulation des informations, l'instrumentalisation des migrations comme outil de déstabilisation. Une attention accrue doit être accordée à l'identification précoce des menaces hybrides. La COSAC, tout en réaffirmant son engagement à maintenir l'intégrité et la fonctionnalité de l'espace Schengen, propose également de développer un centre paneuropéen de fusion du renseignement sur les menaces hybrides, afin de coordonner les réponses et de partager les connaissances sur les tactiques, techniques et procédures (TTP) émergentes utilisées par les adversaires.
- 11) La COSAC soutient l'importance pour les États membres et l'Union de coopérer en matière de gestion de crise, de protection civile, de résilience démocratique, y compris concernant la formation militaire initiale et continue (FIMI), l'éducation aux médias et à la cybercriminalité et l'aide humanitaire, considérant ces domaines comme essentiels pour renforcer la résilience de la société européenne. Elle souligne également l'importance d'une approche globale mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics et de la société dans ces efforts.

- 12) La COSAC soutient une coordination accrue entre les services de renseignement et les équipes chargées de répondre aux menaces hybrides, afin d'améliorer la préparation et la réponse collective. Elle recommande en outre l'intégration des capacités de réponse aux cyberincidents dans les dispositifs de protection civile, notamment au moyen d'exercices transfrontaliers et de simulations conjointes en matière de cybersécurité.
- 13) La COSAC se félicite de la finalisation du projet de traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qu'elle considère comme une occasion historique d'assurer une paix et une stabilité durables dans le Caucase du Sud. Elle appelle les deux parties à procéder à la signature rapide de l'accord.

### **Ukraine**

- 14) La COSAC condamne sans équivoque l'agression russe injustifiée et illégale contre l'Ukraine et appelle la Fédération de Russie à retirer immédiatement et sans condition ses troupes et ses moyens militaires de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.
- 15) La COSAC appelle la communauté internationale à renforcer son soutien global à l'Ukraine jusqu'à la conclusion d'un accord de paix juste et durable. Les actions conjointes représentent un investissement dans la sécurité européenne et contribuent de manière significative à réduire la menace d'une agression russe à l'avenir. Le soutien militaire de l'UE sera apporté dans le plein respect des politiques de sécurité et de défense des États membres.
- 16) La COSAC soutient la conclusion d'un accord de paix juste et durable, pleinement conforme aux principes de la Charte des Nations Unies et au droit international qui garantira la souveraineté de l'Ukraine, son intégrité territoriale à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, son droit à défendre son territoire, la liberté de choisir ses alliances ainsi que son droit à construire son avenir sur des principes démocratiques. La COSAC est d'avis qu'une paix durable et juste ne peut être obtenue sans la participation de l'Ukraine et des pays européens aux négociations.
- 17) La COSAC souligne la nécessité de maintenir la pression sur la Russie jusqu'à ce qu'elle mette fin à son agression. La COSAC rappelle que les représentants des autorités russes et tous les responsables des crimes commis en ou contre l'Ukraine doivent être poursuivis et jugés conformément aux règles du droit international. La Russie est tenue de réparer complètement les dommages causés à l'Ukraine, y compris par l'utilisation des avoirs souverains russes gelés<sup>1</sup>.
- 18) La COSAC appelle à maintenir la pression des sanctions sur la Russie jusqu'à ce que l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine soient restaurées. La COSAC se félicite de l'adoption du 17e paquet de sanctions contre la Russie, y compris les mesures contre la « flotte fantôme ». Elle appelle à une application pleine et effective des

---

<sup>1</sup> La délégation belge déclare que la dernière phrase du paragraphe 17 doit être lue dans le même sens que la dernière phrase du paragraphe 31 de la Contribution telle qu'elle a été adoptée par la COSAC plénière le 29 octobre 2024 à Budapest.

sanctions ainsi qu'à la mise en place de moyens et de mesures supplémentaires pour en empêcher le contournement, y compris par l'intermédiaire de pays tiers.

- 19) La COSAC réitère ses précédentes déclarations condamnant la déportation illégale d'enfants ukrainiens par la Russie. Il est établi qu'environ 20 000 enfants ont été déportés vers la Russie et que ces déportations se poursuivent. Une action coordonnée s'impose et une feuille de route pour le retour de ces enfants doit être élaborée. L'UE doit faire pression sur la Russie et soutenir les mécanismes de suivi des enfants et de leur retour.
- 20) La COSAC note que la guerre en Ukraine a causé des dommages environnementaux transfrontaliers considérables, ce qui est très préoccupant. La COSAC demande que les actions de la Russie soient examinées sous l'angle de l'écocide et classées comme un crime environnemental en vertu du Statut de Rome.
- 21) La COSAC réitère que tous les représentants des autorités russes, ainsi que les personnes et les entités responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de violations du droit international humanitaire commis en Ukraine, doivent rendre des comptes par le biais de mécanismes juridiques internationaux solides, y compris la Cour pénale internationale et les tribunaux spéciaux.

#### **Programme stratégique de l'UE 2024–2029**

- 22) La COSAC se félicite des priorités de l'UE et des orientations stratégiques pour le cycle institutionnel 2024–2029, articulées autour de trois piliers: une Europe libre et démocratique, une Europe forte et sûre, une Europe prospère et compétitive.
- 23) La COSAC souligne l'importance de protéger et de promouvoir les valeurs fondamentales inscrites à l'article 2 du TUE, tant au sein de l'UE qu'au niveau international.
- 24) La COSAC souligne l'importance d'un contrôle parlementaire effectif du pouvoir exécutif, exercé tant par le Parlement européen que par les parlements nationaux, notamment par le biais de mécanismes d'enquête, comme élément essentiel pour garantir la légitimité démocratique et la responsabilité.
- 25) La COSAC soutient les efforts visant à assurer la sécurité, extérieure et intérieure, en adaptant les actions de l'UE à la situation géopolitique actuelle.
- 26) La COSAC accueille avec intérêt les conclusions des rapports de Letta et Draghi et la Boussole de la compétitivité proposée par la Commission européenne, reconnaissant les défis posés par un environnement commercial mondial instable et pour combler les lacunes en matière d'innovation et de croissance dans l'économie européenne.
- 27) La COSAC souligne le rôle vital du marché unique dans le développement et la prospérité des États membres de l'UE et insiste sur la nécessité de réduire la bureaucratie et d'éliminer les obstacles, notamment dans le secteur des services, en réduisant les charges bureaucratiques et réglementaires.
- 28) La COSAC souligne l'importance d'assurer la compétitivité de l'Union européenne et d'élaborer la politique énergétique et climatique de l'UE en veillant à ce qu'elle soit acceptée par le public et en respectant le principe de solidarité, pour faire de l'Europe le

premier continent neutre pour le climat, en assurant la réussite des transitions climatique et numérique, sans laisser personne de côté. La COSAC considère que ces principes sont fondamentaux lors de la mise en œuvre des réformes de la transition écologique.

- 29) La COSAC appelle les États membres de l'UE à accélérer d'urgence la mise en œuvre du plan d'action pour une énergie abordable, à achever l'union de l'énergie et à examiner les stratégies de mix énergétique propre proposées par la Commission européenne, ainsi que l'objectif de mettre fin dès que possible aux importations d'énergie en provenance de Russie pour renforcer notre sécurité énergétique, réduire les coûts de l'énergie, accroître notre compétitivité et soutenir les efforts de décarbonation.
- 30) La COSAC se félicite du concept d'union des compétences, qui vise à garantir une éducation, une formation et un apprentissage tout au long de la vie de haute qualité face aux défis dans les domaines de l'éducation et du marché du travail.
- 31) La COSAC apprécie le Plan d'action pour le continent de l'IA et reconnaît son potentiel pour renforcer la position de l'UE dans le monde. Dans le même temps, la COSAC met en avant la nécessité pour l'UE de créer des conditions favorables à la recherche dans le domaine de l'innovation et des nouvelles technologies, y compris le besoin de garantir la sécurité de la recherche dans le cadre de coopérations avec des partenaires internationaux moins fiables ou potentiellement sensibles.
- 32) La COSAC souligne la nécessité de préserver une politique agricole commune solide, dotée de ressources ambitieuses, et de construire un secteur agricole compétitif, durable et résilient ayant accès aux ressources naturelles, assurant la sécurité alimentaire et un niveau de vie adéquat pour les agriculteurs, leur position dans les chaînes d'approvisionnement et le développement rural.

#### **Cadre financier pluriannuel de l'UE**

- 33) La COSAC est d'avis que le cadre financier de l'UE doit répondre aux défis auxquels l'Union est confrontée. La COSAC souligne la nécessité d'adopter de nouvelles ressources propres et d'accroître la flexibilité du cadre financier pluriannuel de l'UE afin de mieux répondre aux situations de crise, y compris les conflits armés, les catastrophes climatiques, les crises énergétiques ou les urgences sanitaires, tout en respectant les prérogatives et les rôles des institutions tels qu'établis par le Traité.
- 34) La COSAC reconnaît la nécessité de maintenir un équilibre entre les priorités stratégiques émergentes telles que la compétitivité, la sécurité, la défense, l'élargissement de l'UE ou l'innovation, et les politiques de l'UE fondées sur les traités, y compris la politique de cohésion, la politique agricole commune et la politique commune de la pêche. La COSAC insiste sur l'importance d'assurer un développement équilibré des régions ainsi que le soutien aux zones rurales et aux régions moins développées. Elle appelle à ce que les spécificités des régions ultrapériphériques soient pleinement prises en compte, y compris les régions situées à la frontière orientale de l'UE directement touchées par l'agression de la Russie.

- 35) La COSAC souligne que le règlement sur la conditionnalité est un instrument clé pour maintenir la confiance des citoyens dans l'UE. Le respect de l'état de droit doit constituer une condition préalable au déboursement des fonds de l'UE.
- 36) La COSAC souligne la nécessité d'allouer des financements substantiels aux projets de mobilité militaire au sein de l'Union européenne, ainsi qu'aux capacités de contre-mobilité à la frontière orientale.
- 37) La COSAC considère que l'idée d'un Fonds général européen pour la compétitivité fusionnant les programmes existants, tel qu'envisagé par la Commission, n'est pas adaptée à l'objectif visé. La COSAC appelle à garantir un financement adéquat pour la recherche, le développement, la transition numérique et écologique, tout en simplifiant l'accès aux fonds pour les PME.
- 38) La COSAC appelle à une participation accrue des parlements nationaux, des citoyens et des régions dans le processus de conception du futur cadre financier en renforçant les mécanismes de consultations publiques et la participation locale.
- 39) La COSAC reconnaît la nécessité de simplifier les procédures de mise en œuvre et de règlement des fonds de l'UE. La COSAC prend note de la demande d'allongement des périodes d'éligibilité des dépenses, de réduction de la bureaucratie et de renforcement de l'autonomie des régions en matière de gestion des fonds. À cet égard, la COSAC se réfère aux rapports de la Cour des comptes européenne.

### **Élargissement de l'Union européenne**

- 40) La COSAC réaffirme que l'élargissement de l'UE demeure une priorité géopolitique et stratégique. L'élargissement doit être un processus fondé sur le mérite, équilibré et crédible, conformément aux critères de Copenhague, appliqué de manière égale et objective à tous les pays de l'élargissement. La COSAC appelle à la poursuite du soutien financier et politique afin de permettre une intégration efficace à l'UE des pays de l'élargissement.
- 41) La COSAC constate les progrès effectués par les pays des Balkans occidentaux ainsi que par l'Ukraine et la Moldavie dans la réalisation des critères de Copenhague, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les réformes dans des domaines tels que l'état de droit, la lutte contre la corruption, l'indépendance de la justice, le respect des droits de l'homme et la protection des droits des minorités. La COSAC appelle à un soutien efficace de l'UE aux pays de l'élargissement à cet égard.
- 42) La COSAC insiste sur l'importance de renforcer le soutien de l'Union aux pays de l'élargissement dans la lutte contre la criminalité organisée et met en avant la nécessité d'une coopération approfondie avec Eurojust ainsi qu'avec d'autres agences de l'UE pour combattre les activités criminelles transfrontalières.
- 43) La COSAC réaffirme son soutien au peuple géorgien dans son cheminement vers l'Europe. Parallèlement, elle redit sa vive préoccupation concernant la voie empruntée par le gouvernement géorgien, qui va à l'encontre des valeurs et des principes sur lesquels l'Union européenne est fondée. En outre, la COSAC appelle la Géorgie à adopter

des réformes démocratiques, globales et durables, conformément aux principes fondamentaux de l'intégration européenne.

- 44) La COSAC considère qu'il est essentiel que les États membres assurent le strict respect des standards de droit exigés des nouveaux pays souhaitant adhérer à l'Union européenne, y compris la séparation des pouvoirs, l'application de la législation européenne et l'indépendance des médias.

### **Cyber-résilience et lutte contre la désinformation**

- 45) La COSAC appelle à renforcer la gestion de crise par l'adoption rapide du Schéma directeur de cybersécurité et la réalisation d'exercices visant à en tester l'efficacité, ainsi qu'au développement d'autres systèmes essentiels pour un fonctionnement efficace et sécurisé des États membres et la coordination entre tous les acteurs concernés. Pour renforcer cet objectif, la COSAC soutient l'intégration des enseignements tirés des récents incidents cybernétiques (par ex. les attaques par ransomware dans les secteurs de la santé ou de l'énergie) dans le schéma directeur. Par ailleurs, elle préconise également des partenariats public-privé afin d'élargir la portée et le réalisme des exercices de cybersécurité.
- 46) La COSAC plaide tout le temps en faveur du renforcement de la coopération civile et militaire dans le domaine de la cybersécurité, y compris la coopération UE-OTAN. La COSAC reconnaît que l'un des éléments les plus importants de cette coopération est l'échange d'informations entre les États membres.
- 47) La COSAC souligne l'importance de renforcer la capacité des institutions de l'UE à détecter, analyser et dénoncer la désinformation, la manipulation de l'information et l'ingérence dans les processus démocratiques par des pays tiers. La COSAC appelle à une coordination entre les États membres, les institutions de l'UE, les plateformes en ligne, la société civile et les médias d'information dans ce domaine. La COSAC recommande l'utilisation de plateformes d'intelligence sur les menaces pour tracer et attribuer les campagnes de désinformation, ainsi que l'intégration d'outils de traitement automatique du langage naturel (TALN) afin de détecter les comportements coordonnés et inauthentiques en ligne. La COSAC presse les institutions de l'UE de finaliser la cartographie des activités existantes de l'UE en matière de lutte contre la désinformation et de communication stratégique, afin de garantir une utilisation efficace des ressources et une meilleure coordination, ainsi que d'identifier les éventuelles lacunes dans notre approche pour contrer la désinformation. La COSAC demande à la Commission d'utiliser pleinement les instruments existants contre les plateformes qui ne respectent pas le cadre juridique de l'UE.
- 48) La COSAC reconnaît que l'intelligence artificielle (IA) présente à la fois des opportunités et des défis dans le cadre de la cyber-résilience et de la lutte contre la désinformation. Elle appelle les États membres et les institutions de l'UE à examiner attentivement et à prendre en compte les implications positives et négatives de l'IA lors de l'élaboration de stratégies et d'initiatives dans ces domaines.

- 49) La COSAC souligne que l'IA peut contribuer à améliorer la détection et l'analyse de la désinformation grâce à l'utilisation d'algorithmes avancés. Cependant, l'IA présente également des risques potentiels, tels que la diffusion de désinformation via les deepfakes et les comptes automatisés frauduleux. La COSAC préconise l'élaboration de lignes directrices et de réglementations favorisant une approche équilibrée de l'IA, tenant compte à la fois des avantages et des risques.
- 50) La COSAC exprime sa profonde préoccupation face aux campagnes d'ingérence étrangère visant à saper les processus démocratiques, la cohésion sociale et la confiance dans les institutions au sein de l'Union européenne. Elle considère qu'il est urgent que tous les pays de l'Union assurent le respect du Règlement européen sur les médias, selon leurs propres modalités, la liberté et la pluralité des médias, sans ingérence gouvernementale.
- 51) La COSAC soutient les actions de la Commission européenne pour lutter contre les menaces informationnelles et cybernétiques, en particulier des initiatives telles que la création du Bouclier européen de la démocratie et la mise en œuvre du programme Europe numérique pour la période 2025-2027. La COSAC appelle au renforcement des systèmes d'alerte précoce et de surveillance. La COSAC souligne également la nécessité de normes d'interopérabilité entre les outils et plateformes de cybersécurité des États membres, et l'inclusion de programmes de formation au renseignement sur les cybermenaces dans le cadre du programme pour une Europe numérique. Dans le même temps, compte tenu de ce qui précède, la COSAC rappelle qu'atteindre ces objectifs nécessite un niveau adéquat de financement, le développement des ressources humaines et l'accès à des outils numériques efficaces
- 52) La COSAC appelle à renforcer le programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation, « Horizon Europe ».
- 53) La COSAC souligne l'importance des initiatives d'éducation et de sensibilisation pour doter les citoyens de l'UE des compétences nécessaires pour identifier et contrer la désinformation. La COSAC insiste sur la nécessité de renforcer la culture numérique, de favoriser l'esprit critique dans la cybersphère et d'améliorer la capacité des citoyens à vérifier efficacement leurs sources d'information. Par ailleurs, la COSAC privilégie le développement de plateformes ludiques de sensibilisation à la cybersécurité et d'outils interactifs de simulation de menaces destinés aux citoyens, ciblant particulièrement les jeunes et les populations vulnérables.

### **Moyen-Orient**

- 54) La COSAC condamne dans les termes les plus forts l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023 et souligne qu'une nouvelle escalade du conflit vers une guerre régionale doit être évitée par tous les moyens.
- 55) La COSAC note que la situation à Gaza et au Moyen-Orient a atteint un niveau de catastrophe sans précédent qui nécessite une attention urgente. La COSAC appelle toutes les parties responsables à prendre les mesures appropriées pour faire face à la

situation humanitaire dévastatrice, en particulier pour mettre fin au blocus de l'aide humanitaire à Gaza.

- 56) La COSAC appelle à un retour immédiat à la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et de libération des otages.
- 57) La COSAC plaide sans équivoque pour une solution à deux États qui garantisse à tous les citoyens de la région un avenir sûr et sécurisé, tout en respectant pleinement leurs droits humains et leurs libertés civiques tels que définis par la Charte des Nations unies et les conventions pertinentes. La COSAC soutient le développement de la coopération de l'UE avec les partenaires régionaux et internationaux à cette fin. La COSAC condamne avec la plus grande fermeté toute forme d'antisémitisme.